l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

**« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)**

**CHS Novillars**

Besançon, le 26/10/2020

# *Couvre-feu et hôpitaux en détresse : Métro-boulot-dodo… et surtout boulot !*

L'état d'urgence sanitaire est prolongé jusqu'en février 2021, le couvre-feu étendu désormais à 46 millions de personnes. Eh oui, la deuxième vague est là et continue de monter. Mais pas les moyens de lutter efficacement contre le virus. Car les mesures qui font peser sur la population le poids de la situation sanitaire cachent mal la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la crise, le manque de moyens et les contradictions. Ces mesures semblent d'ailleurs bien dérisoires pour enrayer l'épidémie. Impréparation, incohérence ? Pas seulement, car il y a bien une logique : faire des économies et préserver les grandes entreprises, quoi qu'il en coûte pour le monde du travail.

**La responsabilité des uns**

Dépistage, traçage, protocole sanitaire : le gouvernement gère la crise sanitaire au moindre coût. Dans les Ehpad, la propagation du virus est inquiétante. Dans les établissements scolaires, rien n'a été prévu depuis la rentrée pour soulager les classes surchargées, que l'administration rechigne à fermer, même avec des cas avérés de Covid.

Dans les hôpitaux, la situation est catastrophique. Épuisement, sous-effectif, insuffisance des moyens : nous avons bien raison d'être en colère contre le gouvernement, nous qui réclamons depuis des années des embauches massives et de l'argent pour la santé. Véran et Macron répètent qu'il est impossible de former du personnel dans des délais si courts. Mais cela fait déjà neuf mois depuis février ! Bien plus que les deux jours de formation que reçoivent les soignants envoyés d'urgence en renfort dans les services de réanimation.

Et comment justifier l'impréparation ? Le manque est criant depuis des années. Et rien n'a été fait depuis le début de l'épidémie. Au contraire, la situation des hôpitaux a empiré. Résultat : des soignants testés positifs contraints de travailler, les congés annulés et des hôpitaux qui craquent déjà. Parce qu'on ne peut pas tout déprogrammer, ni délester les hôpitaux vers d'autres régions, il y a en Île-de-France 30 % de places disponibles en réanimation de moins qu'au printemps pour les malades de la Covid ! À qui la faute ?

**La culpabilisation des autres**

*« Le meilleur moyen de soulager l'hôpital, c'est de ne pas tomber malade »* a dit Castex. Merci du conseil ! Comme si nous étions coupables de propager la Covid !

Tout ça pour justifier les restrictions, en reportant la responsabilité de la deuxième vague sur la population, dont le quotidien sous couvre-feu devrait se résumer à aller travailler.

Pas étonnant que certains dénoncent les interdictions en cascade qui pèsent sur la vie sociale. Certes, il ne suffit pas d'avoir assez de lits de réanimation pour endiguer l'épidémie, il faut aussi des mesures collectives. Mais ce ne sont pas les contrôles de police et les amendes qui vont améliorer la situation sanitaire, alors qu'il faut attendre des jours pour se faire tester et qu'on est obligés – entre 6 heures et 21 heures – de s'entasser dans les transports, à l'école et au travail !

**Leur seule logique :**
**nous faire travailler malgré le virus**

Le grand patronat, lui, ne subit pas toutes ces contraintes. Certains petits patrons doivent fermer boutique, mais les grandes entreprises sont préservées. Après leur avoir offert des milliards avec le plan de relance, le gouvernement veille à ce que les travailleurs continuent à s'y faire exploiter. Dans les entreprises, les masques et le gel hydroalcoolique permettent aux employeurs de se dédouaner de leurs responsabilités en termes d'organisation du travail ou de traçage des cas contacts. Macron l'a rappelé : rien n'est obligatoire pour les patrons. Même pas le télétravail, parfois refusé aux salariés contraints de prendre les transports et de travailler dans des conditions dégradées.

Il n'est pas question de risquer nos vies pour la gagner. Partout, nous devons exiger des conditions de travail sécurisées. La colère contre le gouvernement et ses mesures est légitime, car sa seule boussole est le maintien des profits des grandes entreprises malgré l'épidémie. Mais qu'elle soit économique ou sanitaire, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise !

### *Barbarie, misère sociale : pas des fatalités*

Depuis l'assassinat de Samuel Paty, pas un jour n'est passé sans que soient proférés par le gouvernement, la droite ou l'extrême droite xénophobes des propos nauséabonds confondant terroristes islamistes et musulmans ou une partie de la population supposée l'être. Jusqu'à s'en prendre aux rayons halal ou casher dans les supermarchés…

L'extrême droite a toujours utilisé la xénophobie comme fonds de commerce, pour diviser les classes populaires, les renvoyer à leur « communauté » et les éloigner de leurs intérêts communs. Elle est talonnée par Macron et son gouvernement, soucieux de grappiller des voix en alimentant les amalgames.

L'extrême droite propage le racisme, nos gouvernants vendent leurs armes, envoient leurs troupes ou soutiennent tous les dictateurs au Moyen-Orient ou en Afrique. De l'autre côté, les islamistes tuent depuis des années, dans leurs pays encore bien plus qu'en France. Les uns comme les autres sont les deux bouts d'un même bâton destiné à maintenir l'ordre par la division, voire à terroriser. Ces ennemis de classe des travailleurs, prêts à dégainer la haine raciale ou religieuse, ont une même devise : que les capitalistes continuent à faire des profits.

La loi contre le « séparatisme » que prépare Macron n'a pas d'autre but. Sa politique anti-ouvrière, exclusivement en faveur du grand patronat, appauvrit la société et ne fait qu'alimenter le terreau sur lequel poussent l'extrême droite et toutes les formes de fascisme, fanatisme religieux compris.

Face à cela, les travailleurs peuvent changer la donne, se battre toutes origines confondues contre cette société d'injustice et d'exploitation.

### *MAS : des travailleurs low cost ?*

Alors que le gouvernement vient d'annoncer que nous toucherons la seconde augmentation plus rapidement, la situation de nos collègues de la MAS n'a pas changé. La sonnette d'alarme a été plusieurs fois tirée. Les arrêts montrent leur épuisement.

### *Un sérieux problème de communication !*

Le directeur nous informe de la mise en place d'un groupe dont l'objectif sera d'améliorer la communication à l'intérieur du GHT. Ça tombe bien car depuis des années nos conditions de travail et la prise en charge des patients se dégradent et nous n'avons pas l'impression que la direction nous entende. Si elle veut, nous pouvons venir au prochain conseil de surveillance le lui redire…

### *Ils ne manquent pas d'air*

Une association, SPS, nous invite à réfléchir sur notre qualité de vie au travail et sur les risques psycho-sociaux. Depuis vingt ans que nos conditions de travail se dégradent, on n'a jamais autant parlé de ces sujets. Sans compter que cette association est partenaire de l'ARS, un comble !

### *Bientôt il vire extrême gauche ?*

On ne lui connaissait pas une fibre sociale. Ceux qui assistent aux instances pourront le confirmer. Pourtant depuis sa défaite, il se gauchise et n'a pas hésité à envoyer un courrier au ministre de la Santé pour demander que nos camarades de la MAS touchent la même augmentation que nous. Encore quelques défaites et il sera en tête de cortège !

### *On est prêt*

L'IRTS organise une conférence débat sur « le monde d'après est possible… » Dans les hôpitaux en tout cas, le monde d'après ressemble à s'y méprendre à celui d'avant : pénurie de personnel, manque de moyens… Pour que ce monde change, il faudra une autre société que le capitalisme !

### *L'hôpital est malade*

La crise sanitaire du printemps a révélé le triste état du système de santé. Affaiblis par des années de restrictions budgétaires, les hôpitaux n'ont pas pu faire face à la première vague. De nombreuses opérations ont dû être annulées et les prises en charge de pathologies lourdes repoussées faute de moyens suffisants. Le personnel a payé une lourde contribution à cette crise, avec l'annulation de congés, de repos et la mise entre parenthèse de la vie privée pendant des semaines. Il a même fallu faire appel à l'armée pour éviter la catastrophe. La grogne déjà présente dans les hôpitaux est montée d'un cran et le gouvernement a dû annoncer des mesures pour éviter que la colère explose. Avec le Ségur, Macron a tenté d'acheter la paix sociale. Mais voilà, les augmentations salariales, bien qu'inhabituelles, restent insuffisantes : 18 euros par an si l'on compte la dizaine d'années de blocage des salaires et tous ne sont pas concernés comme on a pu le constater avec la MAS.

Cependant, l'hôpital ne souffre pas que d'un manque d'attractivité. En vingt ans, ce sont 100 000 lits qui ont été supprimés. Les conditions de travail se sont dégradées, travail sur repos, bascules, non remplacement des agents arrêtés… Le manque de soignants est un fléau auquel nous sommes confrontés tous les jours. Et si le gouvernement n'a pas hésité à mettre des milliards sur la table pour les entreprises privées sans aucune contrepartie, aucun changement radical n'est annoncé pour la Santé.

*Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr*
*Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/*